



Alle

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal :

Objet : Exonération exceptionnelle de loyers pour les entreprises et associations locataires de la Ville pour le deuxième semestre 2020

Séance du 25 mars 2021

Convocation du 19 mars 2021

Conseillers municipaux en exercice : 33

L'an deux mille vingt et un, le vingt-cinq mars à 19 h 30, les membres composant le conseil municipal de la ville de Sceaux, dûment convoqués par le maire le dix-neuf mars se sont réunis sous la présidence de M. Philippe Laurent, maire, en visioconférence en direct sur le site sceaux.fr

Étaient présents :

M. Philippe Laurent, Mme Chantal Brault, M. Jean-Philippe Allardi, Mme Florence Presson, M. Francis Brunelle, Mme Isabelle Drancy, M. Philippe Tastes, Mme Sylvie Bléry-Touchet, M. Patrice Pattée, Mme Monique Pourcelot, M. Christian Lancrenon, Mme Roselyne Holuigue-Lerouge, M. Jean-Pierre Riotton, Mme Annie Bach, M. Frédéric Guermann, Mmes Sabine Ngo Mahob, Sakina Bohu, M. Emmanuel Goujon, Mme Axelle Poullier, M. Numa Isnard, Mme Claire Vigneron, M. Franck Tonna, Mme Corinne Deleuze, M. Konstantin Schallmoser, Mme Catherine Palpant, M. Jean-Christophe Dessanges, Mme Maud Bonté, MM. Fabrice Bernard, Xavier Tamby, Philippe Szykowski, Mme Liliane Wietzerbin

Étaient représentés :

M. Théophile Touny par M. Numa Isnard,
Mme Christiane Gautier par M. Jean-Christophe Dessanges

Secrétaire de séance :

M. Numa Isnard

Les conseillers présents, formant la majorité des membres en exercice, peuvent délibérer en exécution de l'article L 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Ces formalités remplies,

Séance du 25 mars 2021

OBJET : Exonération exceptionnelle de loyers pour les entreprises et associations locataires de la Ville pour le deuxième semestre 2020

Le conseil,

Après avoir entendu le rapport de Sylvie Bléry-Touchet,

Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment les articles 107 et 108,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 1511-3, L 2122-22 5°, L 2241-1 et R 1511-4-2,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 2211-1 et L2125-1,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Vu la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions,

Considérant la crise sanitaire qui a conduit le gouvernement à prendre des mesures impératives destinées à freiner la propagation du virus Covid-19, et notamment à interdire l'exercice des activités économiques en dehors des secteurs strictement indispensables à la gestion de la crise sanitaire et à la continuité de la vie économique,

Considérant que les acteurs économiques scéens, dont certains sont locataires de la Ville, ont été durement impactés par la fermeture de leurs établissements entraînant, pour ceux soumis à la fermeture administrative, une absence totale d'activité durant la période de confinement, du 30 octobre au 27 novembre ou 31 décembre inclus,

Considérant qu'il est primordial de ne pas laisser la situation de ces acteurs économiques se dégrader,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE d'accorder une exonération de loyers pour les entreprises et associations locataires de la Ville pour la période comprise entre le 30 octobre au 31 décembre inclus.

PRECISE que cette exonération est accordée selon les critères suivants :

- l'exonération est applicable uniquement aux commerçants, artisans et associations ayant subi une fermeture en application d'une décision administrative,
- l'exonération de loyer est totale ou partielle selon que la fermeture a été totale ou partielle. Si la fermeture a été partielle, la réduction de loyers est limitée à la perte de chiffre d'affaires par comparaison avec le chiffre d'affaires de la même période de l'année N-1,
- l'exonération s'applique à l'intégralité du loyer pour chaque mois complet de fermeture administrative et par 30ème du loyer mensuel pour chaque jour de fermeture pour les mois de fermeture administrative partielle,
- la date de début de l'exonération est le jour de la fermeture administrative (30 octobre),
- la date de fin de l'exonération est le dernier jour de fermeture administrative en 2020 (27 novembre ou 31 décembre),
- la réduction de loyer ne s'applique qu'aux locataires en règle au 1^{er} mars 2020 du paiement de leurs dettes locatives de l'année 2019 vis-à-vis de la Ville,
- la réduction de loyer se calcule après déduction des aides au paiement de loyers perçues par le locataire et versées par d'autres partenaires tels que Vallée Sud Grand Paris, la CCI des Hauts-de-Seine, le département des Hauts-de-Seine et la Région Ile-de-France (liste non limitative).

APPROUVE le projet de convention-type à conclure avec les locataires.

AUTORISE le maire à signer les conventions avec les locataires.

AUTORISE le maire à solliciter de l'Etat ou de tout organisme tout dispositif permettant de compenser cette exonération de loyer et de signer tout document afférent.

DIT QUE le montant de cette exonération sera imputé sur les crédits inscrits au budget de la Ville.

Et ont signé les membres présents

Pour extrait conforme

le maire



Milieu *Am*

